

L
- 1 -
10-12-1980

A. M.

H.

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 18 novembre 1980, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relative à la répression pénale de la fraude fiscale", a donné le 21 novembre 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e november 1980 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de strafrechtelijke beteugeling van de belastingontduiking", heeft de 21e november 1980 het volgend advies gegeven

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes :

PREAMBULE.

Il ne s'indique pas de viser les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, ni l'avis du Conseil d'Etat, cet avis devant être annexé au projet de loi et imprimé avec celui-ci.

+

En raison de son objet, l'arrêté de présentation devrait être proposé et contresigné par le Ministre de la Justice.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Il n'est pas d'usage d'indiquer les modifications subies par les codes. La phrase liminaire devrait donc se lire comme suit :

"Les articles 339 à 349 du Code des impôts sur les revenus sont remplacés par les dispositions suivantes :".

.../...

Article 340 en projet.

L'article étant bref, il est superflu de le diviser en paragraphes.

Le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) correspondrait mieux dans la rédaction suivante aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été communiquées au Conseil d'Etat :

"Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 500.000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 339, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux".

Cette proposition de texte vaut aussi mutatis mutandis pour l'article 73², § 1er, du Code de la T.V.A., pour l'article 207², § 1er, du Code des taxes assimilées au timbre, pour l'article 206², § 1er, du Code des droits d'enregistrement, pour l'article 133², § 1er, du Code des droits de succession et pour l'article 66², § 1er, du Code des droits de timbre, tels qu'ils sont modifiés par le projet.

Article 342 en projet.

Il appartiendra au Gouvernement et au législateur d'apprécier si, dans un souci d'harmonie générale de la législation, il ne convient pas de prévoir des règles analogues à celles que portent les articles 927, 928 et 929 du Code judiciaire à l'égard du témoin qui comparaît ultérieurement et de celui qui peut faire valoir un motif légitime.

Article 343 en projet.

Cette disposition forme contraste avec les autres dispositions du chapitre en ce sens que si elle a, comme celles-ci, un caractère pénal, elle ne se rapporte pas directement à la répression fiscale.

Il semblerait préférable, afin d'éviter une double référence, de maintenir la règle du dernier alinéa de l'article 244 à sa place actuelle et de supprimer, par conséquent, l'article 343 du projet.

Cette observation vaut aussi mutatis mutandis, pour l'article 73⁸ du Code sur la taxe sur la valeur ajoutée, pour l'article 207⁸ du Code des taxes assimilées au timbre, pour l'article 207⁶ du Code des droits d'enregistrement, pour l'article 133⁸ du Code des droits de succession et pour l'article 67⁸ du Code des droits de timbre, tels qu'ils sont modifiés par le projet.

Le maintien de ces dispositions dans leurs articles d'origine respectifs, éviterait une série d'abrogations, à savoir celles qui sont prévues aux articles 2, § 2, 10, § 2, 12, 14, 17 et 21 du projet.

Article 344 en projet.

Une infraction à l'article 310 n'étant guère concevable, il serait préférable d'écrire :

"En réprimant une infraction à l'article 311, le juge pourra interdire au redevable intéressé ... (la

.../...

suite comme au projet)".

Article 345 en projet.

Le paragraphe 1er permet au juge d'interdire l'exercice, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, d'un ensemble de professions.

Dans son dispositif, la décision judiciaire se limitera à interdire l'exercice des professions énumérées à l'article 345 du Code des impôts sur les revenus. Il est dès lors essentiel, pour permettre l'exécution adéquate de cette décision, que les professions interdites soient exactement définies et présentées sous une forme détaillée, en utilisant une numérotation comme il est indiqué ci-après.

Dans cette optique, l'analyse du projet du Gouvernement permet de distinguer parmi les professions qui seront comprises dans l'interdit, celles de :

- 1° conseiller fiscal,
- 2° agent d'affaires,
- 3° expert,
- 4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;
- 5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le Code dans lequel le texte

.../...

est inséré ou par les arrêtés pris pour l'exécution de ce Code.

Le terme d' "expert" est trop vague pour être utilisé seul. Si, par exemple, l'on ne veut pas interdire à l'employé comptable d'une société de se reconvertir en devenant expert immobilier ou expert en tableaux, il faut que la profession interdite soit précisée.

Le domaine des écritures comptables devrait faire l'objet d'un commentaire dans l'exposé des motifs. A titre d'exemple, on peut se demander si l'établissement de fiches de stock par un magasinier ou de bons de commande par un vendeur constituent des actes qui seront interdits à une personne condamnée à l'interdiction professionnelle de l'article 345.

Par ailleurs, tel qu'il est rédigé, le texte pourrait faire croire que l'interdiction devrait être prononcée par un jugement distinct du jugement portant la condamnation principale et après que ce dernier jugement serait passé en force de chose jugée.

La structure suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° ...
- 2° ...
- 3° ...

.../...

du chef de l'une des infractions visées aux articles 339 à 343, le jugement pourra lui interdire pour une durée de trois mois à cinq ans d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées".

+

Le Conseil d'Etat suppose que la condamnation d'un employé, fondée sur des faits qui ont été commis en dehors de l'entreprise, ne peut entraîner la fermeture d'un établissement de cette entreprise. Ce serait le cas d'un employé qui exercerait accessoirement la profession de conseiller fiscal.

Les observations qui concernent l'ensemble de l'article 345 en projet valent aussi pour l'article 73³ du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, pour l'article 207³ du Code des taxes assimilées au timbre, pour l'article 207¹ du Code des droits d'enregistrement, pour l'article 133³ du Code des droits de succession et pour l'article 67³ du Code des droits de timbre, tels qu'ils sont modifiés par le projet.

Article 347 en projet.

Le paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

.../...

"§ 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au paragraphe 4, toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 339, 340, 342 et 346".

+

Le paragraphe 2 fait un double emploi manifeste avec l'article 3, alinéa 6, (pour l'alinéa 1er) et avec l'article 8, § 4, (pour l'alinéa 2) de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Ce paragraphe est donc superflu et doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 73⁵, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, pour l'article 207⁵, § 2, du Code des taxes assimilées au timbre, pour l'article 207³, § 2, du Code des droits d'enregistrement et de greffe, pour l'article 133⁵, § 2, du Code des droits de succession et pour l'article 67⁵, § 2, du Code des droits de timbre, tels qu'ils sont modifiés par le projet.

+

Au paragraphe 3, dans un souci de concordance avec le paragraphe 1er, il serait préférable d'écrire : " ... visées aux articles ..." au lieu de : " ... réprimées par les

.../...

articles ...".

+

Le paragraphe 5 appelle deux observations :

I. Son utilité est douteuse puisque l'article 341 en projet renvoie déjà aux articles 220 à 224 du Code pénal, tandis que l'article 343, dont la suppression a été proposée ci-dessus, renvoie, comme l'article 244, aux articles 66, 67 et 458 du même Code.

.../...

II. Le témoin qui n'a pas répondu à la convocation du contrôleur et qui sera obligatoirement condamné à une peine d'emprisonnement en vertu de l'article 342 en projet ne pourra bénéficier ni des circonstances atténuantes prévues par l'article 85 du Code pénal, ni du sursis pour l'amende et il sera tenu solidairement au paiement de l'impôt éludé.

Au contraire, le témoin qui se sera présenté, mais qui aura fait un faux témoignage, pourra bénéficier des circonstances atténuantes, du sursis et de la suspension de la condamnation en vertu des articles 341 et 347, § 5, en projet, et il ne sera pas tenu solidairement au paiement de l'impôt éludé.

Il appartiendra au Gouvernement et au législateur d'apprécier s'il n'y a pas là une disproportion dans la répression envisagée.

Article 348 en projet.

L'article étant bref, il est superflu de le diviser en paragraphes.

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 2 établit une responsabilité de plein droit à charge des personnes physiques ou morales en raison d'infractions commises par leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

Il appartiendra au Gouvernement et au législateur d'apprécier si une formule plus souple ne se recommanderait pas. Elle consisterait à laisser au juge le soin d'apprécier en fonction des circonstances du cas d'espèce s'il convient ou non de déclarer les personnes physiques ou morales civilement responsables d'un acte déterminé accompli par un préposé.

.../...

Article 349 en projet.

A l'alinéa 1er, il serait plus correct d'écrire :

"Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 339 à 342 et 346, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné".

Pour prévenir une équivoque, il s'indiquerait d'écrire, à l'alinéa 2 :

"Il pourra en être de même ...".

Article 2.

Si la proposition faite sous l'article 343 en projet est suivie, le paragraphe 2 doit être omis.

Article 3.

La modification proposée apparaîtrait plus clairement dans la rédaction suivante :

"Article 3.-

A l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les termes "313 à 333 et 341 à 350" sont remplacés par les termes : "et 313 à 333";

.../...

2° l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

"Les infractions aux dispositions du présent Code et aux arrêtés pris pour son exécution sont punies des mêmes peines que celles qui sont prévues par les articles 335, 339 à 343 et 345 à 350 du Code des impôts sur les revenus, en tenant compte des conditions prévues par ces articles, sauf dans la mesure où ceux-ci font référence à des dispositions qui ne sont pas applicables à la matière des taxes assimilées aux impôts sur les revenus".

Article 7.

Article 69 en projet.

Bien que le texte ne contienne pas l'adverbe "sciemment", il doit s'entendre en ce sens que le dol est requis dans le chef de l'auteur de l'infraction.

Article 70 en projet.

La confiscation est certainement de la compétence exclusive du tribunal.

Il apparaît, au contraire, à la lecture du paragraphe 2, que la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris est prononcée par le Ministre des Finances. Il ne se recommande donc pas de présenter ces mesures comme des mesures parallèles mises en quelque sorte sur le même plan.

.../...

Il conviendrait de rattacher le 2° du paragraphe 1er au paragraphe 2 et de faire du 1° le contenu essentiel du paragraphe 1er.

+

Il a été précisé au Conseil d'Etat que les délinquants visés au 1° du paragraphe 1er ne pouvaient être que les organisateurs ou les exploitants de jeux ou de paris. Il serait donc plus précis de les désigner en cette qualité.

+

Il serait plus conforme à la terminologie de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, d'écrire :

"La confiscation des fonds ou effets exposés aux jeux ou aux paris ...".

+

Etant donné l'importance de la décision de fermeture d'un établissement ou d'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris, il se recommanderait que la possibilité, pour le Ministre des Finances, de déléguer son pouvoir soit limitée par la désignation du grade minimum dont le délégué du Ministre devrait être revêtu.

.../...

Article 71 en projet.

Rapproché des articles 344, 345, 346 et 347 du C.I.R., cet article fait apparaître que, paradoxalement, enfreindre l'ordre de fermeture d'une maison de jeu est moins sévèrement réprimé qu'enfreindre l'ordre de fermeture d'un établissement affecté à une activité professionnelle.

Article 8.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

L'article 67, § 4, l'article 73 et l'article 90 du même Code sont abrogés".

Article 9.

Les modifications que le projet tend à insérer dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée ont conduit à une numérotation d'articles utilisant des exposants. Cette méthode est à déconseiller car elle aboutit fréquemment à des erreurs d'imprimerie ou de dactylographie, par exemple un article 9² se lit parfois 92. Il est recommandé d'utiliser en cas d'insertion la numérotation par bis, ter, quater, ... etc., ainsi que le font la Constitution, le Code civil, le Code pénal, le Code de commerce.

Cette observation vaut également pour les autres codes fiscaux traités dans la suite du projet.

.../...

Article 74 en projet.

Le membre de phrase : "... jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée" est inapplicable au cas où une autorité administrative a été saisie d'une contestation portant sur l'application d'une disposition du Code ou d'un arrêté pris pour son exécution.

Il conviendrait, soit de reprendre la formulation de l'article 74 actuellement en vigueur qui mentionne : "une décision devenue irrévocable", soit de lire le dernier membre de phrase de la manière suivante : "... jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision passée en force de chose jugée ou par une décision administrative qui n'est plus susceptible de recours".

Par ailleurs, le début de l'alinéa 2 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire ou une autorité administrative est saisie ...".

Cette observation vaut aussi pour l'article 207⁹ du Code des taxes assimilées au timbre, pour l'article 207⁷ du Code des droits d'enregistrement, pour l'article 133⁹ du Code des droits de succession et pour l'article 67⁹ du Code des droits de timbre, tels qu'ils sont modifiés par le projet.

.../...

Elle vaut encore pour l'article 350 du C.I.R., tel qu'il a été modifié par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980.

Le présent projet pourrait être mis à profit pour établir la concordance entre cette disposition et les dispositions homologues que le projet introduira dans les autres codes.

Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, dient de Raad van State zich tot de volgende opmerkingen te beperken :

AANHEF.

In de aanhef behoeft niet te worden verwezen naar de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en evenmin naar 's Raads advies, dat immers bij het wetsontwerp gevoegd en samen ermee gedrukt moet worden.

+

Ter wille van de inhoud van het ontwerp zou het indieningsbesluit mede voorgedragen en ondertekend moeten worden door de Minister van Justitie.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Het is niet gebruikelijk de wijzigingen te vermelden die Wetboeken hebben ondergaan. De inleidende volzin zou derhalve als volgt moeten worden gelezen :

"De artikelen 339 tot 349 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden door de volgende bepalingen vervangen :".

.../...

Ontworpen artikel 340.

Het artikel is zo kort dat indeling in paragrafen overbodig is.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) zou in de volgende redactie beter beantwoorden aan de bedoeling van de Regering zoals die ter kennis van de Raad van State is gebracht.

"Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10.000 frank tot 500.000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 339 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt".

Dit tekstvoorstel geldt, mutatis mutandis, ook voor artikel 73², § 1, van het Wetboek van de B.T.W., voor artikel 207², § 1, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, voor artikel 206², § 1, van het Wetboek der registratie- hypotheek- en griffierechten, voor artikel 133², § 1, van het Wetboek der successierechten en voor artikel 66², § 1, van het Wetboek der zegelrechten, zoals die door het ontwerp worden gewijzigd.

Ontworpen artikel 342.

De Regering en de wetgever zullen hebben te oordelen of, ter wille van een algemene eenvormigheid van de wetgeving, geen regelen dienen te worden gesteld als in de artikelen 927, 928 en 929 van het Gerechtelijk Wetboek zijn neergelegd ten aanzien van de getuige die later verschijnt en van de getuige die aanvoert dat hij een wettige reden heeft.

Ontworpen artikel 343.

Deze bepaling contrasteert met de overige bepalingen van dit hoofdstuk, in die zin dat zij ook wel een strafrechtelijk karakter heeft maar niet rechtstreeks betrekking heeft op de beteugeling van de belastingontduiking.

Ten einde een tweevoudige verwijzing uit de wet te gaan, lijkt het de voorkeur te verdienen de regel van het laatste lid van artikel 244 op zijn huidige plaats te handhaven en bijgevolg het ontworpen artikel 343 te schrappen.

Deze opmerking geldt, mutatis mutandis, ook voor artikel 73⁸ van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, voor artikel 207⁸ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, voor artikel 207⁶ van het Wetboek der registratierechten, voor artikel 133⁸ van het Wetboek der successierechten en voor artikel 67⁸ van het Wetboek der zegelrechten, zoals zij door het ontwerp worden gewijzigd.

Als die bepalingen in hun onderscheiden oorspronkelijke artikel worden behouden kan een reeks opheffingen uit de weg worden gegaan, namelijk die waarin wordt voorzien in de artikelen 2, § 2, 10, § 2, 12, 14, 17 en 21 van het ontwerp.

Ontworpen artikel 344.

Daar overtreding van artikel 310 kwalijk denkbaar is, ware het verkieslijk te lezen :

.../...

"Bij de bestraffing van een overtreding van artikel 311 kan de rechter de betrokken belastingschuldige verbieden ... (zoals in het ontwerp) ... totdat hij zijn verplichtingen is nagekomen".

Ontworpen artikel 345.

Krachtens paragraaf 1 kan de rechter verbod opleggen om, rechtstreeks of onrechtstreeks, een geheel van beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

In haar dictum zal de rechterlijke beslissing zich beperken tot het verbieden van de uitoefening van de beroepen die zijn opgesomd in artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Opdat die beslissing een passende uitvoering kan krijgen, is het derhalve van het hoogste belang dat de beroepen die niet mogen worden uitgeoefend nauwkeurig bepaald en omstandig geformuleerd worden, onder gebruikmaking van een nummering, zoals hierna is opgegeven.

In dat opzicht leidt de ontleding van het regeringsontwerp ertoe, onder de beroepen die onder het verbod vallen, te onderscheiden het beroep van :

- 1° belastingadviseur,
- 2° zaakbezorger,
- 3° deskundige,
- 4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

.../...

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd in het Wetboek waarin de tekst wordt ingevoegd of bij de ter uitvoering van dat Wetboek vastgestelde besluiten.

De term "deskundige" is te vaag om zonder meer te worden gebruikt. Wil men bijvoorbeeld aan de bediende boekhouding van een vennootschap niet verbieden om van beroep te veranderen door expert onroerende goederen of expert schilderen te worden, dan moet het verboden beroep worden gepreciseerd.

In verband met het boekhouden zou in de memorie van toelichting commentaar moeten worden verstrekt. Men kan zich bijvoorbeeld afvragen of het opstellen van voorraadfiches door een magazijnbediende of van bestelbons door een verkoper, handelingen zijn, die zullen worden verboden aan iemand aan wie de beroepsuitoefening verboden is op grond van artikel 345.

Zoals de tekst geredigeerd is, kan hij overigens de indruk wekken dat het verbod zou moeten worden opgelegd door een ander vonnis dan het vonnis dat de veroordeling tot de hoofdstraf uitspreekt en nadat dit laatste in kracht van gewijsde is gegaan.

Voor het eerste lid wordt de volgende structuur voorgesteld :

.../...

"Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

1° ...

2° ...

3° ...

wordt veroordeeld wegens één van de misdrijven bedoeld in de artikelen 339 tot 343, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen".

+

De Raad van State neemt aan dat de veroordeling van een bediende, op grond van feiten die gepleegd zijn buiten de onderneming, niet de sluiting van een inrichting van die onderneming tot gevolg kan hebben. Dat zou het geval zijn met een bediende die als nevenwerkzaamheid het beroep van belastingadviseur mocht uitoefenen.

De opmerkingen die betrekking hebben op het ontworpen artikel 345 in zijn geheel, gelden ook voor artikel 73³ van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, voor artikel 207³ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, voor artikel 207¹ van het Wetboek der registratierechten, voor artikel 133³ van het Wetboek der successierechten en voor artikel 67³ van het Wetboek der zegelrechten, zoals zij door het ontwerp worden gewijzigd.

.../...

Ontworpen artikel 347.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin paragraaf 4 voorziet, zijn alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 339, 340, 342 en 346".

+

Paragraaf 2 vormt kennelijk een doublure met artikel 3, zesde lid (voor het eerste lid), en met artikel 8, § 4 (voor het tweede lid) van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Deze paragraaf moet derhalve als overbodig vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 73⁵, § 2, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, voor artikel 207⁵, § 2, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, voor artikel 207³, § 2, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, voor artikel 133⁵ van het Wetboek der successierechten en voor artikel 67⁵, § 2, van het Wetboek der zegelrechten, zoals zij door het ontwerp worden gewijzigd.

+

Ter wille van de overeenstemming met paragraaf 1 verdient het aanbeveling in paragraaf 3 te lezen : "... bedoeld in de artikelen ..." in plaats van : "... bestraft door de artikelen ...".

+

.../...

Bij paragraaf 5 zijn twee opmerkingen te maken :

I. Het nut daarvan is twijfelachtig aangezien het ontworpen artikel 341 reeds verwijst naar de artikelen 220 tot 224 van het Strafwetboek, terwijl artikel 343, waarvan de schrapping hiervoren is voorgesteld, zoals artikel 244 verwijst naar de artikelen 66, 67 en 458 van hetzelfde Wetboek.

II. De getuige die geen gevolg heeft gegeven aan de oproeping door de controleur en die tot gevangenisstraf zal moeten worden veroordeeld krachtens het ontworpen artikel 342, zal niet in aanmerking komen voor de verzachtende omstandigheden bedoeld in artikel 85 van het Strafwetboek, noch voor het uitstel wat de geldboete betreft en hij zal hoofdelijk gehouden zijn tot het betalen van de ontdoken belasting.

Daarentegen zal de getuige die zich wel heeft gemeld maar vals getuigenis heeft afgelegd, wel voor verzachtende omstandigheden, voor uitstel en opschorting van de veroordeling in aanmerking kunnen komen krachtens de ontworpen artikelen 341 en 347, § 5, en zal hij niet hoofdelijk gehouden zijn tot betaling van de ontdoken belasting.

Het is zaak van de Regering en van de wetgever te oordelen of er hier geen wanverhouding is in de voorgenomen beteugeling.

.../...

Ontworpen artikel 348.

Het artikel is zo kort dat indeling in paragrafen overbodig is.

Zoals paragraaf 2 geredigeerd is, stelt hij de natuurlijke personen of de rechtspersonen van rechtswege aansprakelijk wegens misdrijven gepleegd door hun aangeselden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars.

De Regering en de wetgever dienen te oordelen of een soepelere formule niet gewenst is. Deze zou erin kunnen bestaan de rechter aan de hand van de toedracht van elk geval te laten oordelen of de natuurlijke personen of de rechtspersonen al dan niet burgerrechtelijk aansprakelijk moeten worden gesteld voor een bepaalde handeling van een aangeselde.

Ontworpen artikel 349.

In het eerste lid kan juister worden gelezen :

"De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 339 tot 342 en 346, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde".

.../...

Opdat geen misverstand kan ontstaan, leze men in het tweede lid :

"Hetzelfde kan gelden voor iedere ...".

Artikel 2.

Indien het bij het ontworpen artikel 343 gedane voorstel wordt opgevolgd, moet paragraaf 2 vervallen.

Artikel 3.

De voorgestelde wijziging zou duidelijker tot uiting komen in de volgende redactie :

"Artikel 3.-

In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "313 tot 333 en 341 tot 350" vervangen door "en 313 tot 333";

2° het derde lid wordt door de volgende tekst vervangen :

"De overtredingen van de bepalingen van dit Wetboek en van de besluiten tot uitvoering ervan worden gestraft met dezelfde straffen als gesteld zijn in de

.../...

artikelen 335, 339 tot 343 en 345 tot 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, met inachtneming van de voorwaarden in die artikelen bepaald, behalve in zover daarin wordt verwezen naar bepalingen die geen toepassing vinden inzake met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen".

Artikel 7.

Ontworpen artikel 69.

Ofschoon het bijwoord "wetens" niet voorkomt in de tekst, moet deze zo worden verstaan dat de dader van het misdrijf te kwader trouw moet hebben gehandeld.

Ontworpen artikel 70.

Het hoeft geen betoog dat verbeurdverklaring uitsluitend tot de bevoegdheid van de rechtbank behoort.

Uit de tekst van paragraaf 2 blijkt echter dat de sluiting van de inrichting of het verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen, wordt uitgesproken door de Minister van Financiën. Het is dus niet geraten die maatregelen voor te stellen als parallelle maatregelen die enigszins op hetzelfde vlak worden geplaatst.

De tekst onder 2° van paragraaf 1 zou bij paragraaf 2 moeten aansluiten en het onder 1° bepaalde zou de wezenlijke inhoud van de paragraaf 1 moeten vormen

.../...

Er is aan de Raad van State verklaard dat in 1° van paragraaf 1 bedoelde overtreders geen andere dan de inrichters of de exploitanten van spelen of weddenschappen kunnen zijn. De tekst zou dus nauwkeuriger zijn indien ze zo werden genoemd.

+

De tekst zou meer in overeenstemming zijn met de terminologie van de wet van 24 oktober 1902 op het spel, indien werd gelezen :

"... bij spelen of weddenschappen ingezet ...".

+

Wegens het gewicht van de beslissing tot sluiting van een inrichting of tot verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen, zou het geraden zijn de mogelijkheid dat de Minister van Financiën zijn bevoegdheid overdraagt, te beperken door vermelding van de graad welke de gemachtigde van de Minister ten minste zou moeten bekleden.

Ontworpen artikel 71.

Vergeleken bij de artikelen 344, 345, 346 en 347 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, doet dit artikel uitkomen dat het overtreden van het bevel tot sluiting van een speelhuis, hoe paradoxaal ook, minder streng gestraft wordt dan het overtreden van het bevel tot sluiting van een voor een beroepswerkzaamheid bestemde inrichting.

.../...

Artikel 8.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

Artikel 67, § 4, artikel 73 en artikel 90 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven".

Artikel 9.

Voor de wijzigingen welke het ontwerp bedoelt in te voegen in het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, is gewerkt met een nummering van artikelen waarbij gebruik wordt gemaakt van exponenten. Die werkwijze is af te raden want zij leidt vaak tot vergissingen bij het drukken of uittikken van de teksten; een artikel 9² wordt vaak als 92 gelezen. Bij invoeging van artikelen gebruike men bij voorkeur een nummering met bis, ter, quater, ... enz. zoals in de Grondwet, het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek, het Wetboek van Koophandel.

Deze opmerking geldt ook voor de andere belastingwetboeken die verder in het ontwerp aan de orde komen.

Ontworpen artikel 74.

Het zinsdeel : "en zulks tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gesteld door een in kracht van gewijsde gegane beslissing" is niet toepasselijk in het geval dat bij een administratieve overheid een geschil ahangig is gemaakt betreffende de toepassing van een bepaling van het Wetboek of van een ter uitvoering ervan vastgesteld besluit.

Ofwel zou de formulering van het thans geldende artikel 74 "een onherroepelijk geworden uitspraak" moeten worden overgenomen, ofwel zou het laatste zinsdeel als volgt moeten worden gelezen : "... totdat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing of door een administratieve beslissing waartegen geen beroep meer openstaat".

Voorts zou het begin van het tweede lid juist als volgt worden geredigeerd :

"Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafgerecht, bij een andere rechterlijke overheid of bij een administratieve overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 207⁹ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, voor artikel 207⁷ van het Wetboek der registratierechten, voor artikel 133⁹ van het Wetboek der successierechten en voor artikel 67⁹ van het Wetboek der zegelrechten, zoals zij door het ontwerp worden gewijzigd.

Zij geldt ook nog voor artikel 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals het gewijzigd is bij de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979/1980.

Het onderhavige ontwerp zou te baat kunnen worden genomen om overeenstemming tot stand te brengen tussen deze bepaling en de overeenkomstige bepalingen welke het ontwerp in de andere wetboeken zal invoegen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. KNAEPEN,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier.
griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. G. PIQUET, premier audi-
teur.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. G. PIQUET, eerste audi-
teur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

P. TAPIE.